

Andes-Caraïbes-Panama : brèves n°28 de la semaine du 7 au 13 juillet 2017
(Avec la contribution des Services Economiques de la région)

BAHAMAS

Le gouvernement annonce des mesures en faveur des entreprises. Classé 121^{ème} sur 190 au classement Doing Business 2017, le pays vient derrière ses voisins caribéens tels que la Jamaïque (67), Trinité-et-Tobago (96), la République dominicaine (103) et la Barbade (117). Afin de réduire les formalités administratives, le gouvernement cible 3 domaines - processus d'octroi de licences d'entreprises, proposition d'investissement et immigration - permettant d'améliorer l'environnement des affaires dans les Bahamas. Plusieurs initiatives ont été annoncées : exonérations fiscales pour les entreprises (avec un effort pour améliorer la collecte de l'impôt), soutien financier aux PME et création d'une agence pour soutenir les petites entreprises. Dans le but d'améliorer la situation budgétaire, le gouvernement se concentre sur l'amélioration des perspectives des entreprises locales et sur l'encouragement des investissements afin de stimuler l'économie et de réduire les dépenses publiques.

BARBADE

Le FMI appelle à davantage d'ajustement budgétaire et à des réformes. A moyen terme, la réduction des dépenses sera nécessaire pour réduire la dette et le coût de son service. Le Fonds demande une réduction des transferts aux entreprises publiques (8% par an ; 2nd poste de dépense après la masse salariale), des réformes structurelles pour réduire les coûts opérationnels et la cession d'entreprises publiques. Pour 2017, le FMI prévoit une croissance de +1% (contre +1,6% en 2016 et +2% au T1 2017), reflétant les efforts de consolidation budgétaire introduits dans le budget 2017/2018. L'inflation devrait s'accélérer et atteindre 6,7% fin 2017 (3,2% fin 2016) expliquée en partie par la hausse des taxes sur les biens importés. Par ailleurs, en 2016 le déficit courant s'est réduit de 2 points de pourcentage à -4,5% du PIB, en raison de l'augmentation des revenus touristiques ; avec la hausse de l'imposition restreignant l'importation le déficit devrait se réduire davantage en 2017.

BOLIVIE

La dette externe a dépassé 7 Md USD fin 2016, selon la Banque centrale de Bolivie (BCB), soit une hausse de 9% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation s'expliquerait notamment par le financement d'importants projets d'investissement public. Les principaux créanciers de la Bolivie sont la BID et la CAF, avec une dette multilatérale de 2 Md USD chacun. Au niveau bilatéral, c'est la Chine qui détient la dette la plus importante avec 571 M USD.

Record de transferts vers la Bolivie sur la période janvier-mai 2017. Selon la BCB, les « remesas » ont atteint 494 M USD à fin mai, soit +3% de plus qu'en 2016 (480 M USD). Les transferts proviennent principalement de l'Espagne (30%), des Etats-Unis (18%), de l'Argentine (15%), du Brésil (12%) et du Chili (10%).

Déficit commercial de -645 M USD sur les cinq premiers mois de 2017. Le déficit commercial a augmenté de 16% (90 M USD) par rapport à la même période en 2016. La hausse, de janvier à mai 2017, des exportations de gaz (+8,2%) et de minéraux (+27,5%) n'a pas suffi à combler le déficit du fait des importations croissantes et de la baisse des exportations de produits manufacturés (-2,5%) et des produits issus de l'agriculture et de l'élevage (-13,1%).

COLOMBIE

Les recettes fiscales bien orientées. Malgré des ambitions réduites à l'issue de la discussion parlementaire, la réforme fiscale structurelle votée fin 2016 commence à produire ses effets. Les recettes fiscales au premier semestre s'affichent en hausse de 4,7% à 20,5 Md EUR. La progression des rentrées de TVA (+20,4%), dont le taux général a été relevé de 3 points le 1^{er} février, explique l'essentiel de cette bonne performance.

EQUATEUR

Entre janvier et mai 2017, les exportations pétrolières ont représenté 2,2 Md USD, en augmentation de 52% par rapport à la même période en 2016. Le pétrole équatorien a été commercialisé en moyenne à 29 USD entre janvier et mai 2016, contre 43,7 USD en moyenne en 2017. Les exportations en volume ont enregistré une baisse (80,4 millions de barils contre 83,1 millions en 2016) imputable aux engagements de l'Equateur auprès de l'OPEP.

HAÏTI

Ajustement salarial de +11,7% dans le secteur du textile. Après celui de 2016, un nouvel ajustement salarial qui passe la dotation journalière de 300 à 335 gourdes/jour (5 USD/jour au taux actuel) vient d'être adopté pour les industries d'assemblages et manufacturières tournées vers l'exportation. Les syndicats qui plaident pour un ajustement de salaire à 800 gourdes ont annoncé poursuivre leur mobilisation commencée à la mi-mai 2017 jusqu'à obtenir satisfaction.

PANAMA

La croissance économique ne se traduit pas en une plus forte demande de main d'œuvre. Au 1^{er} trimestre, la croissance s'est établie à +6,2% en g.a., mais le chômage en mars s'élevait à 5,6% alors que l'informalité atteint 40,2%. La baisse de 4% des contrats de travail se concentre dans la région métropolitaine (-7,1%), alors qu'à l'intérieur du pays ceux-ci ont augmenté de +1,5%. De janvier à mai 2017, les contrats à durée indéterminée ont diminué de -10,6% en g.a. et les contrats temporaires ont progressé de +1,1%.

Crise financière de la Caisse de sécurité sociale (CSS). Durant ses 3 premières années au pouvoir le gouvernement a évité la crise financière du programme Invalidité, Vieillesse et Décès de la CSS. Dès 2015, les données de la CSS alertaient que le programme serait sans fonds pour payer les retraités en 2025 et le FMI recommandait des réformes afin de sauver le programme de la faillite. A moins de 2 ans de la fin du mandat, tout indique que le président Varela en laissera le soin à la prochaine administration. Le déficit du programme atteindrait 74 M USD en 2017, 147 M USD en 2022 et 879 M USD en 2025.

PEROU

Un consortium péruano-chinois a remporté l'appel d'offres de l'Hidrovia pour 95 M USD. Le consortium Hidrovias II, composé de l'entreprise chinoise Sinohydro Corporation et de la péruvienne Construcción y Administración, développera et aura la concession pour 20 ans d'une voie navigable d'environ 2 500 km de fleuves dans l'Amazonie. Il s'agit du 1^{er} partenariat public-privé à être initié depuis le début de l'année. Selon le gouvernement, ce projet améliorera la circulation de plus d'un million de personnes dans la région nord de la forêt amazonienne. Le début des chantiers est estimé à 2019.

Les exportations péruviennes ont augmenté de 25% sur janvier-mai 2017, par rapport à la même période en 2016, selon le ministère du Commerce extérieur et du tourisme, atteignant 16,4 Md USD. Ce résultat s'expliquerait surtout par la croissance soutenue des exportations traditionnelles (12 Md USD, +33,6% pendant la période) : notamment de pétrole et gaz naturel (+94,2%), de farine de poisson (+52,5%) et de produits miniers (+27,6%). Le secteur non-traditionnel a enregistré une croissance de +7,2%, pour atteindre 4,4 Md USD, le gouvernement prévoit une hausse de +10% pour 2017.

REPUBLIQUE DOMINICAINE

Inflation nulle en juin. La Banque centrale évalue l'inflation pour le mois de juin à 0,06%, soit un résultat cumulé de 2,55%, au premier semestre, bien en deçà des prévisions annuelles de 4,0% ($\pm 1,0\%$). L'inflation interannuelle sous-jacente est de 2,18%.

SURINAME

Prêt de 40 M USD de la BID pour améliorer la soutenabilité budgétaire et réduire le déficit budgétaire à moyen terme, via la hausse des recettes fiscales et l'amélioration des dépenses publiques ainsi que de l'investissement. Le prêt vise à soutenir les efforts du pays pour équilibrer son budget en raison de dépenses croissantes et de la baisse des recettes fiscales liées à la chute des prix des matières premières et à l'arrêt de la production d'alumine. Le gouvernement met en place un programme d'ajustement budgétaire qui cherche à réduire le déficit à -2,5% du PIB en 2018 contre -5,7% du PIB en 2016.

La dette de l'Etat central atteint 57% du PIB en 2016, (contre 52% du PIB fin 2015) proche de la limite légale de 60% du PIB. La hausse de la dette est due à l'augmentation de la dette externe (+18%) alors que la dette domestique a baissé de 1,5%. La dette étrangère a augmenté suite à l'émission obligataire de 550 M USD en octobre 2016 et s'est davantage accrue en monnaie en raison de la dépréciation du taux de change par rapport au dollar.

TRINITE ET TOBAGO

Le système financier trinidadien est resté globalement stable en 2016, selon le Rapport sur la stabilité financière 2016, de la Banque Centrale. Le pays a connu des difficultés économiques comme la réduction des entrées de devises étrangères et des recettes budgétaires liée à la faiblesse des prix de l'énergie depuis 2014, la pénurie de gaz naturel, et des problèmes d'approvisionnement. Le gouvernement a augmenté le financement domestique ce qui s'est accompagné d'une baisse de la croissance des prêts au secteur privé (+6,4% en janvier 2016 en g.a. contre 3,5% fin 2016). La rentabilité des banques se maintient (ROA à 2,9% et ROE à 19,9%) avec des conditions de liquidité confortables et une qualité du crédit qui demeure élevée (prêts non performants à 3,2% fin 2016 contre 3,7% fin 2015). Les 3 risques principaux pour le secteur financier domestique sont une déficience de la dette souveraine, une hausse des prêts non performants, et des pertes dans les portefeuilles de placements.

VENEZUELA

Standard & Poor's a abaissé la notation du Venezuela de CCC à CCC- avec un risque de défaut de paiement de la dette externe dans les six prochains mois. La principale raison en est la dégradation de la situation politique, économique et sociale désormais au bord de l'explosion.

Patrick HERVE
Chef du service économique régional